



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

ARRÊTÉ du 2 août 2022
portant sur la mise à jour du classement des installations exploitées par la société DMC
SAS pour son site situé 13 rue de Pfastatt à MULHOUSE (68057)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, titre I^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.185-45,

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014023-0010 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) à la société DMC SAS pour son site du 13 rue de Pfastatt à MULHOUSE en référence au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 portant prescriptions complémentaires à la société DMC à Mulhouse concernant les garanties financières en application de l'alinéa 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement,

Vu le porter à connaissance reçu le 14 juin 2022 de la société DMC SAS, dont le siège social est 13 rue de Pfastatt à Mulhouse (68057), concernant la demande d'augmentation de capacité de stockage d'hydrosulfite de sodium,

Vu l'étude de dangers de la société DMC SAS pour son site situé 13 rue de Pfastatt à MULHOUSE remise à l'inspection des installations classée le 12 mars 2012,

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 7 juillet 2022,

Considérant que la demande porte sur l'augmentation de la capacité de stockage de l'hydrosulfite de sodium ne modifie pas le régime de classement de la rubrique 4440 soumise à déclaration,

Considérant que l'augmentation de la capacité de stockage de l'hydrosulfite de sodium ne modifie pas le régime de classement de la rubrique 4440 soumise à déclaration,

Considérant que l'augmentation de la capacité de stockage demandée ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant en 2012,;

Considérant que l'exploitant a par ailleurs mené des opérations de réduction de stock afin de ne pas dépasser le seuil de 261 T de produits auxiliaires textiles inscrit dans l'arrêté de prescriptions complémentaires du 3 juin 2019 (garanties financières)

Considérant la nécessité de mettre à jour du tableau de classement des rubriques de la nomenclature auxquels les installations sont soumises et, en particulier la rubrique 4440 relative au stockage de solides comburants,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1er :

La Société DMC SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 13 rue de Pfastatt – 68200 MULHOUSE, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Mulhouse.

Article 2 :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs suivantes sont modifiées ou supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral n° 2014023-0010 du 23 janvier 2014	Article 1.2.1	Remplacé
Arrêté préfectoral du 3 juin 2019	Article 2	Supprimé

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0010 du 23 janvier 2014 modifié par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volum e autorisé
2330-1	A	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et de lavage de matières textiles : La quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant : 1. supérieure à 1 t/j	Ennoblement de fils de cotons	3 t/j
2910-2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	1. Chaudière mixte gaz naturel/FOL de 8,1 MW (bât 38)	8,1 MW
4440	D	Solide comburant catégorie 1,2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 50 t	6 tonnes d'hydrosulfite de sodium	6 tonnes
1630-B2	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	3 cuves de 20 m ³	90 t

A (autorisation), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration), NC (Non Classé).

(*) Volume autorisé : éléments caractérisant les capacités moyennes et maximales autorisées.

Article 4 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mulhouse pour y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 7- RECOURS :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télé recours citoyen accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 8 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Mulhouse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 2 août 2022

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général suppléant
Sous-préfet de Mulhouse

SIGNÉ

Alain CHARRIER